

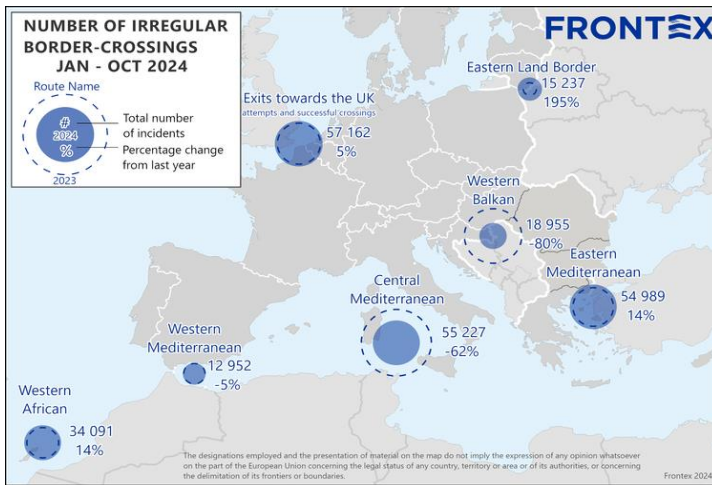
01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6
05 Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	2



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Tendances: selon Frontex, Le nombre de franchissements irréguliers des frontières de l'UE a diminué de 43 % au cours des dix premiers mois de 2024, en raison de baisses importantes sur les routes migratoires de la Méditerranée centrale (-62 %) et des Balkans occidentaux (-80 %).



Rapport de l'OCDE sur les "perspectives des migrations internationales en 2023", qui pose les principales tendances sur les migrations vers les pays de l'OCDE.



Rapport annuel mondial sur les déplacements internes du Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC): en Afrique, 35 millions de personnes ont dû quitter leur foyer à cause de conflits, violences et catastrophes naturelles à la fin 2023, soit près de la moitié des déplacées internes dans le monde. 85% des personnes déplacées dans le monde pour des questions de guerre et de violences l'ont été dans cinq pays africains : la RDC, l'Éthiopie, le Nigeria, la Somalie et le Soudan. L'Afrique subsaharienne, qui abrite 46 % des personnes déplacées à l'intérieur du monde, a de nouveau été la région la plus touchée par les déplacements internes en 2023.

ROUTE	OCTOBER 2024	JAN-OCT 2024	JAN-OCT 2023/ JAN-OCT 2024	TOP NATIONALITIES (JAN-OCT 2024)
Eastern Mediterranean	7 303	54 989	+14%	Syria, Afghanistan, Egypt
Central Mediterranean	5 433	55 227	-62%	Bangladesh, Syria, Tunisia
Western African	3 288	34 091	+14%	Mali, Senegal, Morocco
Western Balkan	1 766	18 955	-80%	Syria, Türkiye, Afghanistan
Western Mediterranean	1 418	12 696	-5%	Algeria, Morocco, Mali
Eastern Land Border	1 611	15 237	+195%	Ukraine, Somalia, Eritrea
Exits towards the UK	9 648	57 162	-4%	Afghanistan, Syria, Iraq

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Mauritanie: Le 9 octobre, au moins [onze agents de police et deux passeurs, accusés d'avoir accepté des pots-de-vin](#) de personnes exilées, en échange de leur libération, ont été arrêtés et placés en détention à Nouakchott.

Royaume-Uni/France: plusieurs élus du littoral nord de la France sollicitent une intervention

Surveillance, refoulement

Mauritanie: arrestation de [125 ressortissants pakistanais](#) qui tentaient de traverser vers les îles Canaries.

Royaume-Uni: [création d'un fonds de 90 millions d'euros](#) consacré à la lutte contre les trafiquants opérant dans la Manche. Le premier ministre a également appelé à davantage de coopération avec la France, l'Allemagne et l'Italie pour contrer les passeurs.

Selon l'ONG Privacy International, les autorités britanniques utiliseraient un [logiciel facilitant la prise de décision concernant les migrants et les demandeurs d'asile susceptibles d'être expulsés](#): en analysant des dizaines de données comme l'état de santé, l'ethnicité ou le dossier judiciaire, le programme émet une recommandation au sujet de l'individu, en faveur ou non de son expulsion.

Disparitions, sauvetages

Route des Canaries: une [pirogue partie du Sénégal, disparue pendant 10 jours, a finalement été retrouvée à Nouakchott](#): sur les 150 passagers au départ, seulement 122 personnes rescapées, dont certaines en état critique. Les ONG qui avaient donné l'alerte dénoncent la "non-assistance" des autorités prévenues.

Début novembre, sur cette route, en un week-end, plus de [1.800 personnes ont été secourues](#) dans diverses opérations, une cinquantaine sont mortes, de faim et de soif durant la traversée ou noyées après le naufrage de leur embarcation.

Espagne (Baléares): fin novembre, en un 3 jours, près de [300 personnes ont débarqué](#) sur l'archipel espagnol, Depuis le début de l'année, 5 165 migrants sont arrivés aux Baléares, contre 2 278 en 2023. Les autorités en charge de

forte de l'Etat face au drame migratoire dans la Manche, où plus de 60 personnes sont mortes depuis le début de l'année. L'une des demandes, en plus d'une hausse des moyens, concerne la [renégociation des accords du Touquet](#) qui déplacent la frontière britannique sur le sol français.

Pays-Bas: suivant l'exemple de l'Allemagne, [réintroduction des contrôles aux frontières terrestres](#) depuis début novembre,

Allemagne: Dans le cadre du nouveau pacte européen sur l'asile, le gouvernement a approuvé [des procédures aéroportuaires plus rapides, permettant d'accélérer le traitement des demandes d'asile et le renvoi](#) des personnes en provenance d'un "pays d'origine sûr". Selon la réglementation actuelle, les personnes peuvent être retenues dans ces zones de transit pendant un maximum de 19 jours. La nouvelle législation élargirait ce délai à 8 à 12 semaines. Aussi, le nouveau règlement élargit la définition des pays d'origine sûrs: un pays sera considéré comme "sûr" si son taux de protection, c'est-à-dire la part de demandeurs d'asile originaires de ce pays obtenant une protection en Allemagne, est inférieur à 20 %.

l'enregistrement des nouveaux arrivants se disent débordés et réclament une solidarité des autres régions pour accueillir ces personnes. La grande majorité des personnes qui empruntent cette route migratoire sont algériennes.


Tunisie: [arrestation du dirigeant d'une association d'aide aux personnes exilées](#) mi-novembre, pour la première fois dans le cadre d'une enquête menée par le pôle antiterroriste. Les accusations portent sur des financements reçus "*de l'étranger pour aider des migrants subsahariens à entrer illégalement sur le sol tunisien*".

Italie: [l'ONG Sea Watch](#) a déposé plainte contre les autorités italiennes pour "homicide involontaire par négligence", les accusant d'avoir


tardé à secourir une embarcation en difficulté en mer début septembre, provoquant la disparition de 21 migrants.

France (Mayotte): Au moins [24 personnes sont mortes après le naufrage de deux bateaux](#) transportant principalement des ressortissants somaliens au large des côtes de Madagascar, Les deux bateaux transportaient au total 70

passagers. Les survivants disent qu'ils tentaient d'atteindre l'île française de Mayotte. Début novembre, au moins 25 personnes sont mortes entre l'archipel des Comores et l'île française de Mayotte. [Les passeurs en seraient directement responsables](#) puisqu'ils auraient sciemment coulé le "kwassa kwassa" avant de prendre la fuite en hors-bord.



JLP est un collectif qui mène des enquêtes médico-légales pour soutenir les recours juridiques contre les personnes capturées en mer et illégalement refoulées vers la Libye. En collaboration avec l'association Open Rights, une base de données est en cours de création qui rassemble toutes les informations et preuves des refoulements illégaux dans le but de rendre publiques ces violations et de documenter ce qui continue de se passer en Méditerranée.



FRANCE / rapport de l'Observatoire des libertés associatives, ["Au mépris des droits"](#), rappelle les menaces et les pressions subies par les bénévoles qui viennent en aide aux personnes exilées aux frontières françaises. Ce harcèlement des bénévoles contribue à [éloigner les exilés des distributions de nourriture, mais aussi des lieux de soins de santé.](#)

Expulsions / retours / relocalisations

RÉINSTALLATION - UE: la Commission européenne a lancé un [nouveau comité chargé de la réinstallation et des admissions humanitaires](#) qui planifiera les commissions de réinstallation pour les années 2026 et 2027.

RETOUR - Allemagne/Somalie: [accord conclu entre les deux pays pour augmenter le nombre de retours](#) de ressortissants somaliens n'ayant pas le droit de rester en Allemagne. Mais la question des retours forcés ne semble pas faire consensus (la Somalie ne voulant recevoir uniquement les personnes souhaitant rentrer volontairement). La Somalie, dépend fortement de l'UE et de l'Allemagne pour l'aide et les fonds de développement, la coopération en matière de rapatriement représente l'un des meilleurs moyens de pression pour les pays européens.

RETOUR - Niger/Algérie: selon l'ONG Alarm Phone Sahara, environ [400 personnes sont bloquées](#) – certaines depuis plusieurs mois –

dans la ville de Dirkou, à l'est du Niger, devant le centre de l'OIM. Ces personnes sont en majorité nigérianes et cherchent à rentrer dans leur pays après avoir quitté la Libye. Mais, les transferts sont actuellement au point mort, comme dans d'autres points de transit dans le pays. Depuis la crise sanitaire liée au Covid-19, les transferts vers les pays d'origine ont été considérablement ralentis: l'OIM est tributaire des processus imposés par les États d'origine pour délivrer les laissez-passer. Chaque nouvelle exigence de ces derniers - entretiens en vidéoconférence avec le migrant, vaccination Covid, formulaires rébarbatifs, etc. - entraîne un peu plus de retard. Dans le cas du Nigeria, la situation sécuritaire dans le nord du pays complique encore la donne.

RETOUR - UE/Syrie: élaboration par la Commission européenne d'un document présentant des [plans visant à accroître les retours volontaires en Syrie.](#)

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil

Italie/Albanie: suite à l'ouverture du nouveau centre de traitement des demandes d'asile géré par l'Italie en Albanie en octobre, plusieurs rebondissements ce mois-ci. [Les juges du tribunal des migrations de Rome se sont adressés à la Cour de Justice de l'UE\(CJUE\)](#) lui demandant de clarifier si la législation nationale italienne actuelle en matière de migration est compatible avec le droit européen, notamment à propos de la liste de "pays sûrs". Les juges [venaient d'invalidier la détention du deuxième groupe de demandeurs d'asile](#) envoyés en Albanie, dans l'attente de la réponse de la CJUE. Dans la foulée, le gouvernement italien a annoncé un [amendement visant à transférer la compétence du processus de décision des juges](#) du tribunal des migrations de Rome à la cour d'appel.

Un peu plus d'un mois après l'ouverture des centres, [plus de 50 policiers ont été renvoyés en Italie suivis de dizaines de travailleurs sociaux](#), leur présence en Albanie étant considérée comme « inutile » puisque le centre est, à ce jour, toujours vide. La délocalisation de demandeurs d'asile en Albanie est bloquée, du moins tant que ne se prononcera la [Cour de cassation de Rome](#) à laquelle le gouvernement a fait recours pour vérifier si les tribunaux peuvent conserver leur pouvoir discrétionnaire dans l'évaluation d'un « *pays sûr* ».

Asile, Séjour

Côte d'Ivoire / Ghana: les [nombreux ressortissant.e.s de Côte d'Ivoire qui avaient fui vers le Ghana pendant les violences de la crise électorale de 2011](#) n'ont désormais plus le statut de réfugié (depuis la clause de cessation en 2022), et se retrouvent dans une grande précarité. Malgré les promesses de régularisation, ces personnes installées durablement au Ghana attendent toujours leur permis de séjour.

Espagne: approbation d'un nouveau règlement sur l'immigration qui permettra la [régularisation de 300.000 personnes](#) par an. Parmi les [mesures prévues](#): réduction des délais et des formalités pour l'obtention des titres de séjour; "renforcement" des droits des travailleurs migrants, notamment saisonniers; assouplissement du regroupement familial;

Espagne: dix jours après le décès du jeune malien Diallo Sissoko dans une structure d'hébergement à Madrid, près d'une trentaine d'associations ont appelé dans un [communiqué à "améliorer d'urgence" les soins de santé proposés aux personnes exilées](#) dans les centres d'accueil de tout le pays. La priorité pour ce collectif est de détecter de manière précise, dès leur arrivée sur le sol espagnol, les maux dont souffrent les exilés.

France: faute de place en hébergement d'urgence, de nombreuses personnes sont amenées à [dormir dans la rue, malgré les températures hivernales](#). Les associations alertent sur des conditions de vie toujours plus dramatiques et appellent les autorités à ouvrir des lieux vides pour héberger en urgence ces personnes sans-abri.

Royaume-Uni: la [très controversée barge de Bibby Stockholm](#), considérée comme une "prison flottante" par les défenseurs des droits, est en cours d'évacuation de ses derniers occupants. Elle était utilisée depuis juillet 2023 pour y loger des migrants en attente du traitement de leur dossier d'asile. Le nouveau gouvernement travailliste avait annoncé sa volonté de mettre fin à ce type d'hébergement, largement controversé.

extension de trois mois à un an de la durée du visa de recherche d'emploi et création de nouveaux statuts ouvrant la voie à une régularisation.

Tchad/Allemagne: L'Allemagne s'est engagée à soutenir une [nouvelle initiative visant à améliorer l'intégration des réfugiés soudanais au Tchad](#). Le gouvernement tchadien prévoit d'allouer 100 000 hectares de terres au cours des cinq prochaines années, dont la moitié sera réservée aux familles de réfugiés. Le Tchad est un partenaire de plus en plus important pour l'Allemagne dans la région du Sahel, malgré les défis liés aux droits de l'homme et à la démocratie dans ce pays.

Egypte: [adoption d'une loi sur les réfugiés](#), qui vient préciser comment s'obtient le statut ainsi

que les droits et les devoirs qui en découlent. Jusqu'à présent, le statut de réfugié était défini selon le bon vouloir des autorités et dans une moindre mesure par le HCR. Plus de 9 millions

d'étrangers venant de 133 pays vivent sur le sol égyptien ([1,2 million de réfugiés soudanais](#)). La majorité, venant de pays arabes et africains, vit dans l'informel.

Intégration - protection

Espagne: dans un rapport commandé par le ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, « [Analyse de l'impact économique de la discrimination et des inégalités entre la population autochtone et la population étrangère résidant en Espagne](#) », le coût économique de la discrimination en matière d'emploi et d'éducation envers la population étrangère est évalué à [17 milliards d'euros](#), soit 1,3% du PIB. Le taux de scolarisation des étudiants étrangers est inférieur de 17 % à celui des étudiants espagnols. Les différences salariales entre la population étrangère et les nationaux atteignent 500 euros par mois. La surqualification des personnes étrangères est également identifiée comme une forme de discrimination à l'emploi.



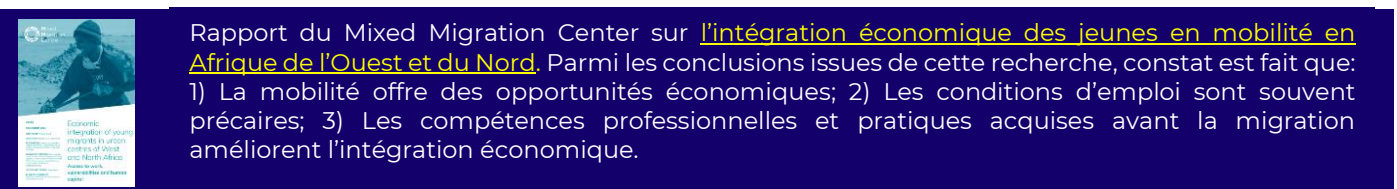
Pour marquer son opposition à la mairie de la ville de Burgos, gouvernée par des partis de droite et extrême droite, et qui a retiré ses subventions à 3 autres ONG travaillant auprès des personnes exilées, la [Caritas diocésaine a elle-même renoncé à ce financement public](#) et a déclaré qu'elle refuse de prolonger les relations avec la municipalité jusqu'à ce que celle-ci reconsidère sa décision.

Travail

UE: adoption d'un [règlement visant à interdire la vente, l'importation et l'exportation de produits issus du travail forcé depuis l'UE](#), y compris les produits fabriqués au sein de l'UE. Selon [l'Organisation internationale du travail \(OIT\)](#), au cours de la dernière décennie, la proportion de victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail et de travail forcé signalée dans les États membres de l'UE a augmenté pour atteindre environ 40 % de l'ensemble des victimes de la traite. Plus de 70 % des adultes victimes de la traite à des fins de travail forcé dans l'agriculture, le travail domestique ou l'industrie manufacturière sont en situation de servitude pour dettes. A consulter: documentaire de la chaîne internationale allemande *Deutsche Welle*, « [Blood, Sweat, and Greens](#) », qui explore les dures réalités de l'agriculture en Italie, en Grèce et en Espagne.

Italie: En Sicile, sur un total de 280 000 travailleurs irréguliers tous secteurs confondus, près [de 62 000 travaillent dans le secteur agricole, dont plus de 22,5% sont d'origine étrangère](#). Une plateforme de la société civile italienne, SiciliaSfruttaZero, dénonce le manque d'inspecteurs pour surveiller toutes les entreprises de l'île.

Allemagne: selon une étude menée par la Fondation Bertelsmann, [le pays pourrait avoir besoin d'environ 288.000 travailleurs par an en provenance du monde entier d'ici 2040](#). Pour cela, il est nécessaire de promouvoir une forte culture d'accueil, ainsi que des perspectives de séjour à long terme. Déjà, le gouvernement a annoncé une hausse de 10% du nombre de visas de travailleurs qualifiés en 2024 (en comparaison avec l'année 2023), suite à la mise en place de son système de ["carte opportunité"](#) (Un système de points pour déterminer si une personne est éligible, en fonction de ses qualifications, de ses connaissances et de son expérience).



04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Afrique

Aide publique au développement: Dans son [rapport annuel de suivi de l'Education](#), l'Unesco et la Banque Mondiale alertent sur la baisse des dépenses liées à l'éducation dans les pays en développement. Pour la première fois depuis 2016, les dépenses d'éducation sont retombées à 3,9 % du PIB des pays à faibles revenus, l'Unesco estimant qu'il faudrait dépenser entre 4 et 6 % du PIB pour l'école. Cette situation se combine avec le fait que l'aide publique au développement, donne moins la priorité à l'éducation qu'auparavant (au profit d'autres secteurs jugés prioritaires, comme la santé et la lutte contre le réchauffement climatique). De plus, la crise de la dette publique fait peser de risques majeurs sur les systèmes éducatifs des pays en développement. Selon l'Unesco, si les 250 millions d'enfants déscolarisés dans le monde

pouvaient aller à l'école, le PIB mondial augmenterait de 6 500 milliards de dollars par an.

En **France**, le projet de loi de finance pour l'année 2025 prévoit une [baisse de 34 % de l'aide publique au développement](#), ce qui suscite les inquiétudes des ONG, mais aussi l'Agence française de développement (AFD). Cette mesure pourrait se traduire par la suppression de la vaccination de base de plus de 71 millions d'enfants, ou celle de l'accompagnement scolaire sur un an de plus de 17 millions d'entre eux. L'enveloppe de l'aide humanitaire est aussi réduite de 44 %, à 500 millions d'euros, loin de l'engagement de 1 milliard d'euros pris par M. Macron lors de la Conférence nationale humanitaire en décembre 2023.

Afrique du Nord

Maroc: [renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental \(Minurso\)](#) jusqu'au 31 octobre 2025, le Conseil de sécurité

de l'ONU appelant à une solution politique « réaliste et acceptable » au Sahara occidental, que se disputent le Maroc et le Front Polisario, soutenu par l'Algérie.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso: ouverture d'une [enquête suite à la diffusion de vidéos de mutilation d'un corps humain](#) par des individus vêtus de tenues militaires des forces armées nationales (FAN). Sur la vidéo, rien ne permet d'identifier le lieu, la date et les acteurs. Régulièrement accusée d'exécutions extrajudiciaires, l'armée burkinabè les a toujours démenties, accusant parfois des groupes armés utilisant du matériel militaire. a plusieurs fois épinglé l'armée. En avril, Human Rights Watch avait accusée d'armée d'avoir exécuté au moins 223 civils, dont 56 enfants à la fin février dans le nord du pays.

En parallèle, des [actes de répression et de contrôle](#) se multiplient à l'encontre de personnalités accusées de « participation à des actes de terrorisme et/ou de financement de terrorisme ». Parmi elles, des figures de l'opposition, d'anciens ministres, des journalistes.

Côte d'Ivoire: [suspension des opérations de "déquerpissement"](#) (*destructions de quartiers jugés insalubres où les habitants subissent des expulsions forcées*) qui avaient cours depuis le début de l'année à Abidjan.

Par ailleurs, la [brigade de «lutte contre le désordre urbain»](#), lancée le 22 juillet par le ministre-gouverneur du district d'Abidjan, est accusée d'exactions sur des vendeuses ambulantes, notamment guinéennes. Cette brigade, composée de 295 hommes, a pour mission de détruire les stands de vente de nourriture, de téléphonie et de vêtements, accusés d'encombrer les trottoirs, et de chasser vendeurs ambulants et mendiants des chaussées. Leurs méthodes, parfois violentes, ont été documentées par plusieurs vidéos sur les réseaux sociaux et dans les médias. L'agression récente extrêmement violente récemment

femme guinéenne a poussé les plus hautes autorités à mener une enquête.

Guinée: Au moins [56 personnes tuées](#) dimanche 1^{er} décembre à N'Zérékoré dans des bousculades, à la suite de contestations par les supporteurs de décisions arbitrales lors d'un match de foot. De tels tournois prolifèrent ces dernières semaines en Guinée, dans ce qui est perçu comme étant des soutiens à une éventuelle candidature de M. Doumbouya, actuel dirigeant du pays, à la prochaine présidentielle.

Mali: Quelques jours après s'être livré à une violente critique de la junte au pouvoir, [le premier ministre Choguel Kokalla Maïga a été limogé avec son gouvernement](#). En parallèle, le chef de l'Etat, Assimi Goïta, a évoqué les [préparatifs en vue d'élections présidentielles](#) qui mettraient fin au régime actuel, sans préciser d'échéance. Les militaires s'étaient initialement engagés à céder la place aux civils en mars 2024.

Niger: fin novembre, les autorités nigériennes ont demandé le [remplacement de l'ambassadeur de l'UE](#), accusant l'UE d'avoir redistribué « *de manière unilatérale* » à des ONG étrangères une aide humanitaire de 1,3 million d'euros, sans qu'elles en aient été informées au préalable.

Dans le nord du pays, [reddition d'une centaine de membres de deux groupes rebelles](#), dont l'un créé en soutien au président, Mohamed Bazoum, renversé par un coup d'Etat en juillet 2023.

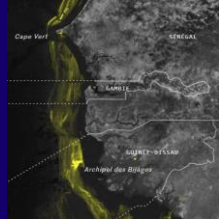
Sénégal: [victoire écrasante du parti présidentiel aux élections législatives](#) anticipées avec 130 sièges (sur 165) pour le parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef). Le président Bassirou Diomaye Faye s'est félicité de l'ouverture de la « *phase de rectification [...] et de reddition des comptes* », synonyme de traque pour ceux qui se sont enrichis illicitement sous les deux mandats de Macky Sall (2012-2024).

Afrique centrale

République centrafricaine: Signe du réengagement progressif et de la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays » la France a accordé un [don « sans conditionnalité » de 10 millions d'euros](#) à la République centrafricaine, après un gel depuis 2021, en raison d'une campagne antifranaçaise qui avait eu cours dans le pays et la région.

Par ailleurs, le gouvernement a décidé de [suspendre temporairement les exportations de graines d'arachide](#) pour la campagne 2024-2025, dans l'objectif d'éviter la concurrence que suppose l'exportation pour le marché local. Le kilo de cacahuète est largement mieux rémunéré à l'étranger et les huiliers locaux n'ont pas les capacités de collecter toute la production d'arachide et de la transformer. Mais les accords de ces dernières années, avec la Chine notamment, ont porté préjudice au marché local qui ne pouvait plus s'approvisionner.

Depuis le 17 novembre, les [activités de pêche de bateaux européens dans les eaux sénégalaises ont été suspendues](#). Quelques jours plus tôt, l'UE avait annoncé que l'accord de pêche en vigueur depuis 2019 ne serait pas renouvelé, invoquant des « *défaillances* » constatées depuis plusieurs années de la part du Sénégal dans la lutte contre la pêche illicite. Pour leur part, les autorités sénégalaises clament être à l'origine de cette suspension, après avoir demandé en mai « *l'audit du pavillon sénégalais* », caractérisé par son opacité, ainsi que l'évaluation des accords et licences de pêche.



["Le paradis pillé des eaux ouest africaines"](#), cartographie à consulter dénonçant les effets de la surpêche, notamment illégale, en Afrique de l'ouest. Environ 20 % des poissons illégalement pêchés dans le monde proviennent des eaux de six pays ouest-africains : Cap-Vert, Guinée, Mauritanie, Guinée-Bissau, Sénégal et Sierra Leone. La pêche illégale est souvent pratiquée par des navires étrangers, principalement chinois, qui utilisent des prête-noms ou battent pavillon africain.

Gabon: [nouvelle constitution largement approuvée](#) (92% des votes exprimés). La prochaine étape sera la tenue d'une élection présidentielle en août 2025, pour mettre un terme à la période de transition (suite au coup d'état militaire d'août 2023). Le général Brice Oligui Nguema, ne cache pas son intention de se porter candidat.

Tchad: fin novembre, le Tchad, maillon-clé de la présence militaire française dans la région, a annoncé mettre [fin aux accords de sécurité et de défense avec la France](#).

Par ailleurs, la contre-offensive tchadienne contre Boko Haram dans la région du lac Tchad

Afrique de l'Est

Le 25 novembre, **journee mondiale pour l'eradication de la violence à l'encontre de femmes** est l'occasion de faire un triste constat sur la situation des femmes en mobilité, notamment en Afrique de l'Est. Au Tchad, des [réfugiées soudanaises](#) accusent des équipes humanitaires des Nations unies ainsi que des forces de sécurité du Tchad d'abus sexuels. Environ 90% des réfugiés présents dans les

Afrique du sud et australe

Mozambique: [crise post-électorale](#) (après les élections présidentielles du 24 octobre largement remportées par le Frelimo, au pouvoir depuis 49 ans) qui a fait plus de 70 morts lors de manifestations, selon le Centre pour la Démocratie et les Droits Humains L'opposition conteste les résultats de l'élection, entachée de multiples irrégularités, selon les observateurs internationaux. La contestation a pris une tournure violente, le 19 octobre, après l'assassinat d'un cadre du principal parti de l'opposition, Podemos, et de l'avocat du parti, dans le centre-

a été accusée jeudi 31 octobre par des pêcheurs locaux et des milices anti-djihadistes [d'avoir tué par erreur des « dizaines » de pêcheurs au Nigeria](#), en voulant viser des djihadistes..

camps de l'est du Tchad sont des enfants et des femmes.

En [Ethiopie](#), dans la région du Tigré, le viol est utilisé comme arme de guerre. Les estimations font état d'au moins 120 000 femmes violées, soit une femme tigréenne sur dix. Au Tigré, le viol reste un tabou, et beaucoup de victimes, rejetées par leur entourage, n'osent pas en parler.

ville de Maputo, alors qu'ils étaient en route pour déposer un recours contre les fraudes électorales.

Namibie: les [élections présidentielles et législatives](#) ont pris une tournure inattendue, le scrutin a été prolongé de plusieurs jours. Pour la première fois, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo, socialiste), au pouvoir depuis l'indépendance, en 1990, n'était pas certain de remporter les élections. Les résultats sont attendus début décembre.

Environnement

COP 29: la conférence mondiale qui s'est tenue à Bakou a finalement abouti à des [accords décevants pour le continent africain](#). Le financement obtenu pour la transition énergétique et l'adaptation aux conséquences du dérèglement climatique est bien en deçà des attentes (300 milliards de dollars accordés contre 1.300 milliards réclamés), et considéré comme trop tardif (pour 2035). Région du monde qui a le moins contribué au [réchauffement mais qui en subit les conséquences les plus sévères](#) dans un contexte de pauvreté massif, l'Afrique n'a pas non plus obtenu l'attribution d'un statut spécial qu'elle réclame depuis 2015 au nom des circonstances particulières auxquelles elle fait face.

Inondations: les conséquences d'une saison des pluies inédite se font toujours sentir sur le continent africain. Au [Sénégal](#), les crues qui ont fait plus de 56 000 déplacés dans la vallée du fleuve Sénégal mettent en péril la sécurité alimentaire du pays en noyant les cultures depuis près d'un mois. Au [Soudan du Sud](#), les débordements ont provoqué le déplacement forcé de 379 000 personnes, et affecté plus d'1,4 millions de personnes, l'ONU alerte sur les risques de recrudescence du paludisme dans plusieurs régions. En [Ouganda](#), ce sont des glissements de terrain qui ont provoqué des décès et des disparitions.

05 | Actualites du RAEMH et du réseau Caritas

Ce mois-ci, les membres du RAEMH ont publié plusieurs articles.

A l'occasion de la journée internationale des droits des enfants, la [Maison du Migrant de Gao](#) a fait part de son témoignage sur la situation des enfants et des jeunes en mobilité au Sahel.

Et pour la journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ce sont des témoignages venus du [Maroc](#) et du [Mali](#) qui ont été partagés.

Le RAEMH organise un cycle de **WEBINAIRES** sur la question du [retour au pays d'origine](#).

Le 14 novembre dernier a eu lieu notre première session et la deuxième aura lieu le 5 décembre, entre 10h00 et 12h00 GMT / 11h00 et 13h00 CET.
Une dernière session sera organisée le 6 février prochain.

Inscrivez-vous sur notre page internet [ici](#).